

Ellison, Herbert J. (Ed.) *Soviet Policy Toward Western Europe : Implications for the Atlantic Alliance*. Seattle (Washington), University of Washington Press, 1983, 340 p.

Paul Létourneau

Volume 16, numéro 1, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701825ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701825ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Létourneau, P. (1985). Compte rendu de [Ellison, Herbert J. (Ed.) *Soviet Policy Toward Western Europe : Implications for the Atlantic Alliance*. Seattle (Washington), University of Washington Press, 1983, 340 p.] *Études internationales*, 16(1), 196–198. <https://doi.org/10.7202/701825ar>

tête hors de l'eau; le déficit soviétique avec l'Amérique latine (hors Cuba) est structurel et ne saurait être éliminé. L'auteur pense que le second problème est plus durable que le premier. Mais les coûts du soutien à Cuba ont sans doute davantage de conséquences globales. Nous retiendrons ici deux remarques qui nous paraissent particulièrement pertinentes. Les coûts exorbitants de l'aide à Cuba ont probablement été déterminants pour conduire l'URSS, dans le cadre du CAEM, à s'opposer à l'élargissement de cette organisation: on n'a pas les moyens de soutenir deux, trois Cuba de plus, et le Mozambique en a fait les frais, ayant vu sa candidature au CAEM deux fois rejetée. En second lieu, on peut supposer que l'URSS n'est pas totalement hostile, pour cette raison, à la normalisation des relations américano-cubaines; celle-ci affaiblirait sans doute ses positions dans l'île, mais allègerait la charge de l'aide (et réduirait le risque stratégique).

Nous avons jusqu'ici souligné les principaux points d'aboutissement de l'auteur. Le corps du livre est consacré à l'étude des relations économiques et politiques, dans une perspective historique et analytique. L'auteur réserve la synthèse pour la fin de ses développements. Les chapitres sur les rapports diplomatiques, inter-partis, et commerciaux, mettent bout à bout la chronologie, les pays et les problèmes, laissant au lecteur la systématisation. L'histoire fournit, comme toujours, des exemples saisissants. Ainsi l'URSS a approvisionné l'Argentine en pétrole, entre 1925 et 1930 (p. 28); elle a aidé le Brésil à conserver des centaines d'emplois et 39 usines en activité, en lui achetant massivement des chaussures en 1975 (p. 36). Cependant les limites des intérêts mutuels sont assez rapidement atteintes. L'auteur note d'ailleurs très pertinemment que l'URSS n'est pas et ne sera jamais à armes égales avec ses concurrents occidentaux sur le marché latino-américain. Les Soviétiques ne peuvent pas, le plus souvent, participer aux appels d'offres; ils ne peuvent s'associer aux projets financés par la Banque Mondiale, dont ils ne sont pas membres (il en va de même pour les projets de la Banque inter-américaine de développement); ils se heurtent à la domination des multinationales américaines.

Il faut donc en conclure à la fois que l'URSS est irréversiblement engagée en Amérique latine, mais qu'elle ne peut y faire progresser ses positions, sinon marginalement, sur le plan économique. Dans le domaine politique, l'Amérique latine et même Cuba ne figurent pas parmi les priorités stratégiques de l'URSS, centrées sur l'Europe, puis le Moyen-Orient: deuxième élément de marginalisation.

On doit mentionner pour terminer, les annexes, et particulièrement celle sur les latino-américanistes soviétiques. Elle est écrite dans un style pittoresque, reflétant une excellente connaissance du joli palais jaune et blanc abritant ces chercheurs dans le Zamoskvorechie de Moscou (les descriptions de la vie académique sont réalistes – y compris l'appréciation de la qualité de la cantine – et des plus savoureuses).

Cet ouvrage se lit avec une grande facilité. L'auteur ne veut pas faire pédant; il n'en est pas moins sérieux, et ses conclusions demeurent d'une grande actualité, même s'il évoque peu l'Amérique Centrale. On peut regretter qu'il limite à l'URSS ses investigations; le rôle des petits pays de l'Est dans cette zone devient en effet des plus significatifs, avec une composante exclusivement économique pour laquelle ces pays ont des atouts différents de ceux de l'URSS, et peut-être, dans certains cas, supérieurs.

Marie LAVIGNE

*Université de Paris I
Pathéon-Sorbonne*

ELLISON, Herbert J. (Ed.) *Soviet Policy Toward Western Europe: Implications for the Atlantic Alliance*. Seattle (Washington), University of Washington Press, 1983. 340 p.

Le refroidissement dans les relations Est-Ouest, qui s'est développé au cours de la dernière décennie, semble coïncider avec la redécouverte par les Américains de l'Europe de l'Ouest comme facteur important dans le système international actuel et enjeu entre les superpuissances. En effet, l'ouvrage collectif édité par H.J. Ellison vient se joindre à une

série de publications portant sur la politique soviétique envers l'Europe de l'Ouest et parues pour la plupart aux États-Unis durant les dernières années.

Dans *Soviet Policy Toward Western Europe* on retrouve les analyses présentées par onze spécialistes lors d'une conférence tenue au Center for Contemporary Chinese and Soviet Studies de l'Université de Washington en avril 1982. Ces travaux témoignent d'une préoccupation commune de l'impact de la politique soviétique sur la cohésion de l'Alliance atlantique.

Depuis la révolution d'Octobre, les révolutionnaires et politiciens russes se sont préoccupés activement de l'Europe de l'Ouest. H.J. Ellison, dans l'introduction, et W.E. Griffith, dans le premier chapitre, présentent une synthèse historique qui nous permet de mesurer la constance de cette politique étrangère, qui remonte à l'Empire des tsars, et particulièrement de l'importance qu'occupe l'Allemagne dans ses considérations et ses espoirs. Cette partie introductive nous amène au thème central du livre qui traite de notre époque marquée par l'essoufflement de la détente depuis la deuxième moitié des années 70.

Pour comprendre le comportement de l'URSS, il est utile de se rappeler que, lorsqu'ils considèrent leurs relations avec l'Europe de l'Ouest, les dirigeants soviétiques s'efforcent traditionnellement de choisir les politiques appropriées afin d'exploiter au mieux « les contradictions inter-impérialistes » sans provoquer pour autant une coopération anti-communiste excessive entre les gouvernements « bourgeois ». Contrairement à ce que l'on soutient parfois ailleurs, ce groupe de spécialistes s'entend pour affirmer qu'aujourd'hui cette problématique n'implique pas que l'URSS a élaboré une stratégie spécifique à l'égard de l'Europe de l'Ouest visant à la dominer, à la « finlandiser » ou à la neutraliser. La politique soviétique envers l'Europe de l'Ouest est souvent ambiguë, contradictoire et opportuniste car, elle doit s'ajuster aux événements en s'efforçant de ne pas perdre de vue ses priorités fondamentales, son maintien en Europe de l'Est et la confrontation globale avec les États-Unis. On peut distinguer trois

périodes principales pour cette politique envers l'Alliance atlantique : durant la première elle visait à isoler et à neutraliser la République fédérale allemande (RFA), à la séparer de Berlin, à provoquer le démantèlement du Marché commun et de l'Alliance atlantique ; dans une seconde période, à la faveur de l'*Ostpolitik* et de la détente, l'URSS a été moins radicale et a obtenu des succès en faisant reconnaître la République démocratique allemande (RDA), les frontières et les régimes résultant de la Deuxième Guerre mondiale ainsi que sa propre suprématie sur l'Europe de l'Est, elle voulait aussi faire bénéficier son empire des apports économiques et technologiques grâce à des relations plus étroites avec l'Occident tout en s'efforçant d'accroître, par la même occasion, son influence sur l'Europe de l'Ouest ; enfin, la crise de la détente vers la fin des années 70 donne un rôle plus important à l'Europe de l'Ouest comme acteur susceptible d'influencer positivement (dans l'intérêt soviétique) les États-Unis dans le sens de l'augmentation des échanges commerciaux et du maintien de la détente.

En somme, après 1945, l'Union soviétique a tenu grandement compte des relations entre les États-Unis et l'Europe occidentale. Plusieurs de ses initiatives politiques, économiques et militaires sont le résultat de ses perceptions des points forts et des faiblesses de l'Alliance atlantique. L'ensemble des analyses tend à démontrer que le principal objectif soviétique est de contribuer à réduire autant que possible la présence et le rôle des Américains en Europe tout en évitant que les Européens s'associent en contrepartie dans une forte communauté européenne de défense. C'est ce que l'on retrouve dans les chapitres consacrés, aux deux nations les plus importantes pour la politique soviétique, la République fédérale allemande et la France, traitées respectivement par G. Wettig et R. Legvold. Il en va de même pour les différentes composantes de cette approche globale soviétique dans les relations avec les partis communistes ouest-européens (Joan Barth Urban), les relations avec les partis socialistes et sociaux-démocrates (T. Gilberg), les politiques économiques soviétiques en Europe de l'Ouest (J.P. Hardt et K.S. Tomlinson), la politique militai-

re soviétique (B.S. Lambeth) et surtout dans le chapitre intitulé « Études soviétiques de l'Alliance atlantique » (M.J. Sodaro). Enfin, dans le dernier chapitre, P. Hassner brosse un brillant tableau des implications de la politique soviétique pour les relations Europe de l'Ouest-États-Unis, et analyse les différentes préoccupations des principaux pays impliqués.

Dans l'ensemble, il s'agit d'un livre solide, bien écrit, cohérent et bien équilibré. Évidemment, après seulement deux années écoulées depuis qu'ils ont été écrits, ces textes pourraient être remaniés quelque peu pour tenir compte de ce qu'il est advenu entre-temps. Par exemple, si en 1981-1982 P. Hassner expliquait que le fossé s'élargissait entre les membres de l'Alliance atlantique à cause d'une évolution sociale et psychologique différente entre les États-Unis et l'Europe, aujourd'hui il constate que l'évolution rapide des événements le force à corriger cette thèse et que, même s'il y a toujours d'importantes différences, il existe présentement une plus grande convergence entre les deux continents autant sur les questions politiques, économiques que militaires. Néanmoins, les quelques rares passages qui ne sont peut-être plus d'actualité n'enlèvent rien à la qualité des différentes contributions, et ceci d'autant plus que la politique soviétique envers l'Europe de l'Ouest n'a pas changé.

Paul LÉTOURNEAU

*Département des sciences humaines
Collège militaire royal de St-Jean*

SUVOROV, Victor. *Inside the Soviet Army*. New York, Macmillan Publishing Company, Inc., 1982, 296 p.

La guerre fait peur, tout comme la possibilité d'une guerre. Les soldats d'un ennemi réel ou potentiel sembleront toujours faire dix pieds de haut. Il en est ainsi de l'adversaire potentiel de l'Amérique, l'armée soviétique. Chaque char d'assaut soviétique semble éclipser même le plus récent M-1 américain, chaque engin téléguidé infailliblement prêt à éliminer du terrain les chars du Pentagone et du ciel, ses avions.

Inside the Soviet Army n'apaise pas toutes les craintes de ce genre. Les États-Unis ont de bonnes raisons de s'inquiéter de la puissance militaire soviétique. Cet ouvrage jette cependant un éclairage intéressant sur les points faibles de l'armée soviétique. Tous ceux qui recherchent une vision équilibrée de la superpuissance rivale de l'Occident devrait s'assurer de le lire.

L'auteur, Victor Suvorov, est un transfuge qui écrit à partir de la connaissance interne accumulée au cours de quinze années de service en tant qu'officier de l'armée soviétique, à la tête de troupes et dans l'État-major. Il fut à la tête d'une compagnie mécanisée qui participa à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Si les renseignements dont il dispose ne sont pas toujours à jour, ses jugements d'ensemble n'en sont pas affectés pour autant. Il écrit sous un pseudonyme; bien entendu, il a choisi le nom du plus grand militaire russe des guerres de la révolution française, qui est probablement le plus grand général de l'histoire russe. L'ouvrage est rempli de détails sur l'organisation de l'armée soviétique et sur ses relations aux autres grands centres de pouvoir de l'État soviétique, c'est-à-dire le Parti communiste et la célèbre police secrète, le KGB. Suvorov trace le portrait de l'organisation et des armements des cinq services armés soviétiques, qui forment ensemble l'armée soviétique. Il traite de la même façon des principales armes de combat des forces terrestres et trace la structure des divisions, des armées et des fronts (qui correspondent en gros aux groupes de l'armée) et des « directions stratégiques » (qui correspondent en gros au commandement des forces de théâtre d'opération de l'OTAN).

Ces profils de différents types d'unités ne constituent pas que de simples résumés des boîtes et des flèches des organigrammes. Ils permettent de commencer à pénétrer au cœur de la question de la puissance soviétique. Depuis la Deuxième Guerre mondiale au moins, les stratèges militaires américains se sont évertués sans succès à imposer des forces armées à la fois réduites et fortes avec un rapport forces de combat/services de logistique aussi élevé que possible. Les divisions allemandes, en 1943-1945, disposaient, de fa-